

Paul Lafargue

La crise de l'Or aux États-Unis

L'Humanité, 25 novembre 1907

Marx et Engels, qui vécurent la Révolution de 48, attribuaient une action décisive sur sa production à la crise économique de 1847, compliquée par le prix de famine du pain, après la mauvaise récolte des céréales. Ils pensaient que, comme des crises de surproduction ébranlaient périodiquement le monde économique depuis le commencement du dix-neuvième siècle, il se pourrait qu'une crise générale et intense provoquât en Europe des troubles sociaux, qui permettraient au Parti socialiste de s'emparer du pouvoir politique et de commencer la révolution sociale.

Les crises économiques, depuis 1847, ont continué à se produire et à réagir sur le monde politique : la crise de 1867 prépara la chute de l'empire, en semant et envenimant un général mécontentement dans les masses populaires qui avaient fait crédit au gouvernement de la prospérité agricole et industrielle engendrée par les chemins de fer, les progrès de l'industrie et le développement national et international du commerce.

Mais comme ces crises économiques n'avaient pas occasionné de dramatiques révolutions, Bernstein et les socialistes de gouvernement se moquèrent de la conception « catastrophique » de Marx et d'Engels et enseignèrent doctoralement que si les premières crises avaient surpris et désarmé les capitalistes, ceux-ci avaient appris à les supprimer ou à les rendre inoffensives.

Et voilà qu'aux Etats-Unis, où la savante organisation des trusts donne aux capitalistes un contrôle sur la production, une formidable crise éclate au milieu de la plus extraordinaire activité agricole et industrielle.

Une déconcertante panique lance la foule sur les banques de New-York, qui mettent à sec leurs caisses et ferment leurs portes ; la folle terreur se généralise et les banques des autres villes suspendent les remboursements et les paiements en or et les effectuent en chèques, non garantis par une contre-partie métallique.

L'industrie marchant à haute pression est paralysée ; les chefs d'ateliers qui ne peuvent trouver de la monnaie pour acheter la matière première et régler les salaires arrêtent le travail et renvoient les ouvriers. On estime que le nombre des chômeurs dépasse déjà un million.

L'agriculture est frappée ; les transactions commerciales dans les campagnes sont suspendues. Le 2 novembre, on télégraphie du nord-ouest à Roosevelt que les fermiers du Dakota et du Minnesota ne peuvent se défaire de 150 millions de boisseaux de blé parce que les acheteurs n'ont pas d'argent liquide ; du sud, le président de l'Union des fermiers demande à Cortelyou l'autorisation d'émettre cent millions de billets garantis par une valeur double de coton invendu, pour secourir les cultivateurs.

L'or manque partout. Cortelyou vide les réserves de l'Etat et jette dans la circulation 300 millions, les banques trustifiées viennent au secours, on importe 275 millions et on attend cent autres millions. Et la crise continue, s'étend et menace les nations européennes qui, pour protéger leur encaisse métallique modifient le crédit général et troublent le commerce et l'industrie en élevant le taux de l'escompte. En une semaine, la Banque d'Angleterre le suréleva à trois reprises successives.

La crise dont l'action économique n'est pas épuisée et dont la réaction politique n'a pas encore commencé, si elle déclenche une crise dans la production, n'est pas à proprement parler une crise de surproduction.

Elle n'est pas une crise de la production de marchandises, mais une crise de leur moyen d'échange, une crise de l'or. Ce genre de crise est spécial aux Etats-Unis ; depuis quelque temps, tous les ans à pareille époque, il s'y produit une crise de l'or : celle de cette année est la plus intense. Il y a un intérêt pour les socialistes à savoir comment ces crises se produisent et à se demander si elles ne pourraient éclater dans les autres nations de grande production capitaliste.

La littérature financière, très active en France, de 1840 à 1860, nous montre les Saint-Simoniens, les Fourieristes, les entrepreneurs de grands travaux, les financiers et les brasseurs d'affaires préoccupés surtout « d'associer », de centraliser les capitaux accumulés par des bourgeois, des artisans et des paysans, qui les conservaient chez eux « improductifs ». Les brochures d'Emile Pereire et les prospectus du Crédit Mobilier ont à ce point de vue une haute valeur historique.

Les capitaux thésaurisés n'étaient employés que pour l'achat de terre ou de maisons parce qu'il n'existait pas d'associations par actions ; et les rentes sur l'Etat, ne se débitant que par grosses coupures, n'étaient accessibles qu'aux riches capitalistes. Un des premiers et des plus importants actes de l'Empire fut de les mettre à la portée de toutes les bourses. Cette décisive mesure fit sortir de leurs cachettes les capitaux thésaurisés et permit aux financiers de les centraliser, de les « associer » pour la création des chemins de fer et l'introduction de l'industrie mécanique. Cette centralisation qui, en Angleterre et aux Etats-Unis est très avancée, donne aux financiers qui gèrent la masse d'or et d'argent concentrés une action prépondérante sur le développement de la production.

Les industriels, les négociants, les boutiquiers et les particuliers ne conservent en Angleterre et aux Etats-Unis que l'argent de poche, tout le reste est déposé dans des banques d'où il est retiré au fur et à mesure des besoins ; les déposants paient leurs fournisseurs avec des chèques, même pour des achats de 20 francs. Les ouvriers

américains déposent leurs épargnes dans des banques.

L'or, l'argent et le papier-monnaie (Billets d'Etat, dit *Greenbacks* et Billets des Banques nationales) qui aux Etats-Unis ne sont pas indispensables aux petites transactions quotidiennes, sont centralisés dans des Banques que les Morgan et les Rockefeller ont trustifiées. Dans mon étude sur les *Trusts américains*, parue en 1903, j'ai signalé les dangers de cette extraordinaire centralisation, qui met presque tout le capital monétaire de circulation à la disposition de quelques douzaines de financiers¹.

Cette colossale centralisation a fourni à cette poignée de brasseurs d'affaires le moyen de réaliser pendant la dernière décade le phénoménal développement de l'industrie et de l'agriculture, d'organiser la production en trusts monstrueux, d'envahir Hawaï, les Philippines, Cuba, le Mexique et l'Amérique du Sud, à la recherche de nouveaux champs d'exploitation.

Ce prodigieux essor national et extranational d'affaires n'a pu s'accomplir que grâce au capital monétaire qui, bien qu'excessivement concentré, est néanmoins d'une insignifiante petitesse pour les nombreuses et gigantesques entreprises qu'il a mises sur le chantier. Cette énorme pyramide industrielle repose sur son sommet ; un choc peut déranger son équilibre et la jeter à bas.

Tous les ans, ce choc est donné avec une force croissante. Voici comment. Les banques de tout le pays drainent pendant l'année le capital monétaire des campagnes et des villes et l'envoient à New-York, afin qu'il soit à la disposition des magnats de la finance.

Mais à l'automne, quand les récoltes terminées les transactions commerciales commencent dans les campagnes, les banques de New-York doivent retourner les capitaux reçus dans le cours de l'année ; elles se démunissent de numéraire et risquent de ne pouvoir payer à guichet ouvert les chèques des déposants. Chaque année, la restitution devient plus difficile parce que le capital monétaire se trouve de plus en plus engagé dans des entreprises et exporté à l'étranger : ainsi en ce moment la Banque de France possède 75 millions en pièces d'or américaines. Tous les ans à pareille époque, le capital monétaire se raréfie à New-York ; la plus légère inquiétude du public déposant peut amener une panique. Le taux de l'argent monte. En 1903, il dépassait 20 % ; cette année il atteignit cent pour cent. L'or, qui se cache, fait prime : des spéculateurs, au courant de la gêne périodique, accaparent l'or.

La production industrielle et agricole des Etats-Unis, la plus colossale du monde est arrivée à ce degré de développement que le capital monétaire de circulation est devenu insuffisant. Les bimétallistes avaient demandé la frappe illimitée de l'argent ; mais de tous les métaux précieux, l'or seul, par l'invariabilité de sa valeur, peut servir d'étalon et de base du système monétaire. L'argent, le nickel, le cuivre ne peuvent être que des monnaies d'appoint ; et les Billets de Banque doivent être proportionnés à l'encaisse métallique pour n'être pas des assignats, comme le sont les Bons de Panama qu'émet en ce moment Cortelyou. Par conséquent, on ne peut augmenter les moyens monétaires de circulation que si on augmente la quantité de l'or ; et si on n'augmente pas ces moyens de circulation, les crises monétaires continueront à se produire comme par le passé².

La quantité mondiale de l'or est limitée ; elle est estimée à une vingtaine de milliards ; elle a jusqu'ici suffi comme moyen d'échange et de circulation. Pourra-t-elle toujours suffire ?

L'exploitation de nouvelles mines augmentera la masse mondiale de l'or : mais l'expérience prouve que la production de l'or marche d'un pas beaucoup plus lent que la production agricole et industrielle et plus celle-ci se perfectionnera et plus elle distancera la production de l'or. Il arrivera un moment où la quantité mondiale de l'or sera insuffisante. Les nations capitalistes, par le fait des progrès de la production des marchandises, sont donc destinées, ainsi que les Etats-Unis, à être ébranlées par des crises de l'or qui, si elles éclatent en Amérique et en Europe en même temps qu'une crise de surproduction, comme c'est probable, occasionneront de telles perturbations sociales que le Parti socialiste international pourra s'emparer du pouvoir politique et commencer la Révolution sociale, ainsi que le pensaient Marx et Engels.

L'or, qui, importé d'Amérique, nouvellement découverte, hâta au seizième siècle l'éclosion de la Bourgeoisie moderne, est peut-être prédestiné à précipiter sa chute du pouvoir politique et économique.

1 Le lecteur se fera une idée de la force irrésistible que cette centralisation donne aux financiers pour s'emparer de la gérance des moyens de production, quand il saura qu'un groupe de vingt banquiers, ayant à sa tête Pierpont Morgan, administre des industries représentant un capital de 33 milliards :

Trust de l'acier	5 milliards
Trusts d'autres industries	7
Compagnies d'assurances	8
Chemins de fer	13
	33 milliards

2 Roosevelt, pour rassurer le public, essaye de prouver que les moyens monétaires de circulation, s'ils ne cachaient pas, seraient suffisants, parce qu'il y a 165 francs par tête dans la circulation, tandis qu'il y a dix ans il n'y avait que 11 francs.